

A Bayonne, nouvelle porte d'entrée des migrants, «l'urgence fait exploser les frontières politiques»

PAR MATHILDE MATHIEU
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 18 DÉCEMBRE 2018



À Bayonne, au centre Pausa, pendant trois jours, les migrants trouvent de quoi se nourrir, se vêtir, se soigner. © MM/Mediapart

Une fois la frontière franco-espagnole franchie, les migrants affluent par milliers à Bayonne. Là, le maire de centre-droit et des militants de gauche ont bricolé, main dans la main, un hébergement d'urgence sous le nez du préfet. Les exilés s'y reposent des violences subies au Maghreb, avant de sauter dans un bus et de se disperser aux quatre coins de France. Reportage à cheval sur les Pyrénées.

Pays basque espagnol et département des Pyrénées-Atlantiques, envoyée spéciale.- Alors que la nuit et le froid tombent sur Irun (Espagne), le front et le nez d'Aliou* se couvrent de sueur – des gouttelettes de peur, de rage et de honte mêlées. Si près du but, ce Sénégalais de 18 ans se sent piégé, comme enlisé sur la mauvaise rive du fleuve qui sert de frontière avec la France, la plus facile *a priori* de son exil. Il n'en finit plus de bégayer pour raconter sa journée : à trois reprises depuis ce matin, il a tenté sa chance dans un bus en direction de Bayonne, en payant bien son billet comme les bénévoles le lui ont conseillé.

À trois reprises, alors qu'il avait passé le pont et roulait déjà en France, il s'est fait contrôler par des policiers, puis renvoyer aussi sec. À la deuxième tentative, Aliou a entendu, en amont, le chauffeur téléphoner : « *Ya des*

Blacks dans le bus. » À la troisième, le policier français s'est moqué : « *À demain !* » Mais pour réessayer le lendemain, Aliou n'a plus que deux euros en poche.

Le Pays basque français et espagnol



© Mediapart

« *Tu vas y arriver* », souffle Marga. Depuis que cette cheffe d'une micro-entreprise d'Irun, électricienne de la gauche indépendantiste basque, a découvert des migrants en bas de chez elle en rentrant de vacances cet été, elle distribue à tout-va nourriture, vêtements et bons tuyaux sur les circuits de bus, les contrôles, les billets. Ce soir, la tristesse d'Aliou est si contagieuse qu'elle doit se retenir pour ne pas sortir sa voiture...

Mais Marga le sait : tout le monde, ici, finit par passer. Malgré les renforts policiers récemment dépêchés par le ministre de l'intérieur français, la frontière pyrénéenne reste une passoire, dont le débit s'est accéléré depuis que l'Italie de Matteo Salvini a verrouillé ses ports cet été.

La route méditerranéenne **s'est en effet déplacée** : les grosses « rampes » de lancement des Zodiac ont glissé d'est en ouest, de la Libye vers le Maroc. Depuis janvier 2018, alors que 23 000 exilés sont entrés en Europe *via* l'Italie, plus du double sont arrivés par l'Espagne, 53 000 environ, soit une hausse de 150 % pour Madrid par rapport à 2017 (et au prix de 681 noyades). Parmi eux, nombre d'Africains francophones rêvent bien sûr de Paris.

D'après la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, les agents de la police aux frontières (PAF) d'Hendaye, chargés d'effectuer les renvois à l'issue de contrôles inopinés, ont signifié 7 968 « refus d'entrée » sur les onze premiers mois de l'année (sachant qu'une même personne peut être repérée plusieurs fois) contre 4 409 sur la même période en 2017.

Rien qu'en novembre, presque un millier ont été effectués. Dans la nasse : surtout des Guinéens, Maliens ou encore Ivoiriens, qui tentent une fois, cinq fois, dix fois, dans une noria usante pour les forces de l'ordre, toujours payante à la fin. « *Je m'inquiète de la pression* », a immédiatement réagi Christophe Castaner dès sa promotion place Beauvau – et bien que les entrées dans l'UE aient drastiquement baissé par rapport à 2015 ou 2016, pic de la crise des réfugiés.

Il faut dire que l'Espagne ne fait rien pour freiner le transit des migrants vers la France, au contraire.

Attablé devant la mairie d'Irun, sur une terrasse improvisée par Marga et ses camarades, un Malien de 30 ans, Ousmane, qui a fui son pays à cause des islamistes et de l'opération Serval, traversé l'Algérie (six mois) puis le Maroc (huit mois), raconte avoir été pris en charge sur la côte espagnole par la Croix-Rouge, puis déplacé vers le Nord, à Barcelone, où il aurait reçu « *80 euros pour payer [son] transport* » jusqu'à la ville de son choix. Il a opté pour Bilbao, bien sûr, capitale du Pays basque espagnol et point de ralliement des exilés qui veulent tenter la France. « *C'est la Croix-Rouge qui donne le liquide !* » assure Ousmane.

À Irun, ces témoignages de « remontées » assistées sont légion : certains racontent qu'ils ont reçu des espèces (jusqu'à 200 euros), d'autres des tickets de bus, tantôt fournis par la Croix-Rouge, tantôt par d'autres associations mandatées pour gérer des centres d'hébergement d'urgence.

Les autorités espagnoles peuvent-elles ignorer que ces aides, censées désengorger le sud du pays sans doute, financent surtout le « projet France » ? Ce soir-là, en tout cas, Ousmane profite devant la mairie d'Irun d'un paquet de chips et d'une fête municipale, entouré d'autres Maliens tout sourires. À ce stade de leur voyage, ils le savent : un havre de paix les attend en France, de l'autre côté du fleuve.

Depuis un mois et demi, à Bayonne, un lieu d'hébergement est en effet accessible à tous les étrangers de passage, baptisé Pausa et doté de plus de 150 lits, imaginé par des bénévoles, plutôt de gauche à l'origine (réunis dans le collectif Diakité),

et le maire de centre-droit qui ne supportaient plus de voir des migrants débarquer à Bayonne sans savoir où dormir, manger, se soigner, avant d'attraper une « correspondance » pour Paris ou Toulouse. Une expérience assez inédite dans son genre. « *L'urgence fait exploser les frontières politiques* », constate Maité Etcheverry, présidente de Diakité, une étudiante en droit formée dans les réseaux de l'indépendantisme basque.



À Bayonne, au centre Pausa, pendant trois jours, les migrants trouvent de quoi se nourrir, se vêtir, se soigner. © MM

Étiqueté UDI et flanqué d'adjoints LR circonspects, l'édile a pris sur lui de fournir un toit (un ancien dépôt militaire appartenant à la mairie), de rapatrier la gare routière sur le trottoir d'en face pour faciliter le trafic, d'appeler des entreprises pour récupérer des couvertures à l'œil, et surtout de bricoler un budget *ad hoc* pour les six prochains mois : entre 60 000 et 80 000 euros mensuels pris en charge par la communauté d'agglomération qu'il préside.

« *Au départ, on a senti chez certains [élus] un petit mouvement de recul*, concède Christine Lauqué, adjointe LR aux solidarités. *Mais ce sont des humains, pas des chiffres, la majorité a suivi.* » Depuis, elle passe tous les soirs, et « *ils sont très polis* ». « *Je suis stupéfaite !* » se marre Hélène Ducarre, la présidente du groupe local de la Cimade, association de défense des droits des étrangers.

Déambulant entre les lits spartiates, les chaussettes qui sèchent et les piles de conserves offertes par ses administrés, Jean-René Etchegaray, 66 ans, se remémore la première réaction du préfet : « *Vous allez créer un appel d'air !* » aurait frémi le haut fonctionnaire (qui dément toutefois ces propos auprès de Mediapart). Mais l'édile n'a pas dévié : « *Je remplis ma mission de protection. Je ne sais pas quand ça va s'arrêter, c'est vrai, et je prends peut-être le risque*

de créer un point de fixation. Mais je suis censé faire quoi ? Passer mon temps à gueuler contre l'État et Bruxelles ? » Va donc pour trois nuits garanties, sans conditions, sans tri.



Le maire de centre-droit de Bayonne Jean-René Etchegaray. © MM

À Irun, où des passeurs vendent des « transferts » pour Bayonne, certains bénévoles font un peu la moue depuis. « Les passeurs vendent des billets de bus ou le taxi en garantissant un toit à l'arrivée », remarque Jessis, éducateur social de 60 ans. « Ils font payer jusqu'à 250 euros un ticket de car à 4 euros ! s'indigne Marga. Nous, depuis cet été, on expliquait les bus, les sentiers, tout le monde passait en douceur, mais beaucoup de migrants font davantage confiance aux passeurs. Même si c'est triste, l'ouverture du centre facilite leur business. »

À Bayonne, voilà justement Fatoumata, emmitouflée dans un gros blouson, déposée en voiture sur une place du centre-ville il y a quelques minutes à peine, sans doute par un passeur – « un frère », dit-elle. Dans le petit bureau de Pausa, tendue, elle installe ses trois enfants de 6 à 15 ans.

Cette Ivoirienne a fui son pays en 2016, ou plutôt son mari polygame flanqué de deux épouses additionnelles qui « posaient toujours des problèmes ». Le petit dernier, parce qu'il est épileptique, n'avait pas l'heur de plaire à son père. « Il disait qu'il n'y a pas ce genre de maladies dans sa famille, que ça lui appartient pas, détaille Fatoumata. Les enfants ne sont pas vraiment allés à l'école, le père ne payait pas les livres. »

D'emblée, cette femme de 39 ans a préféré éviter la Libye, « où des gens sont attrapés pour l'esclavage ». L'alternative ? Le Mali, l'Algérie, enfin le Maroc. Là, elle s'est retrouvée piégée comme des dizaines de milliers de migrants subsahariens entassés dans des forêts « dortoirs » sur la côte (souvent proches

de Tanger ou des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla), victimes de violences et de harcèlement policier.

« On a dormi dans la forêt de Nador [près de Melilla — ndlr], raconte Fatoumata. Là-bas, les Marocains viennent à tout moment te fatiguer, déchirer ton bunker [des abris bricolés – ndlr], te frapper. La Croix-Rouge donnait bien les soins, ils ont même fait un scanner à mon fils pour vérifier avant de donner les médicaments. Ils avaient peur que je les vende. Mais ils font pas l'hébergement. »

« Le principe, c'est le transit »

En prime, Fatoumata et ses enfants ont subi « des refoulements ». « Les policiers nous mettaient dans une voiture vers la Mauritanie : tu dors une nuit en route, puis ils te déposent », en territoire marocain toujours, mais à des centaines de kilomètres plus au sud. Dénoncés comme des « rafles » par certaines associations de défense des droits de l'homme du royaume, ces déplacements forcés se sont multipliés en 2018 au prétexte de « lutter contre les trafics » de migrants au nord, pour donner des gages à l'Union européenne surtout.

« Pour remonter, tu dois faire la mendicité », poursuit Fatoumata, qui a vécu ce manège deux ans durant, « à plus de dix reprises ». « Des fois, grâce aux enfants, le chauffeur du refoulement avait pitié et nous disait de rester cachés sous les sièges, puis il nous remontait. » Comment, au juste, Fatoumata a-t-elle pu se lancer en Méditerranée ?

« À Nador, je faisais des travaux ménagers chez une femme arabe. Je gagnais 100 dirhams, je bouffais 50, je gardais 50. » Puis « le patron de la forêt, un Black qui travaille avec des Marocains pour les passages », a tout organisé, en deux fois. Fatoumata a d'abord payé pour son ado, débarqué seul en Espagne un an avant les autres. « On s'est retrouvés il y a quelques semaines », sourit l'Ivoirienne, en même temps qu'elle se tourne vers l'intéressé pour le presser de dégoter du wi-fi. Son obsession : scolariser la fratrie au plus vite, « ici ou à Paris », « peu importe ».

« *Le principe de Pausa, c'est le transit*, précise toutefois Cédric Pedouan, l'un des sept salariés d'Atherbea, une association spécialisée missionnée par le maire pour épauler les bénévoles de Diakité. *À l'exception des mineurs non accompagnés et des personnes vulnérables, on est vigilant sur la règle des trois jours max, pour qu'il n'y ait pas d'embolie.* »

Chaque migrant écope d'un bracelet dont la couleur permet au premier coup d'œil de calculer la durée du séjour, pratique mais du goût de tous les militants : rouge pour les arrivées du lundi, bleu pour celles du mardi, etc. « *C'est notre "pôle transports" qui permet d'assurer la fluidité* », poursuit Cédric, c'est-à-dire la dispersion des « sans-papiers » vers leur destination de cœur, Paris le plus souvent, mais aussi Toulouse, Bordeaux, voire l'Angleterre ou l'Allemagne.

À l'autre extrémité du hangar, en effet, Ludivine et Dorian, agence de voyage à eux tous seuls, sont là pour répondre du tac au tac aux questions sur les « bus Macron » au départ de Bayonne. Vingt fois par jour, ces bénévoles font aussi des allers-retours dans les bars-tabacs du coin où les exilés doivent acheter, un par un, des coupons de 15 euros ou 25 euros dotés de codes permettant d'acquérir des billets sur les sites internet des compagnies.

Car rien n'est simple : les migrants n'ont évidemment pas de carte bancaire pour payer en ligne, les bénévoles pas le droit de dégainer leur carte personnelle en échange d'espèces pour accélérer le mouvement. Quant aux exilés qui n'ont plus un euro en poche ?

Ils appellent la famille pour se faire envoyer du cash à l'agence Western Union de Bayonne. Autant dire que le délai de trois jours s'avère élastique...



Au pôle transports, Dorian s'efforce de trouver les meilleurs prix pour Paris, Bordeaux ou Toulouse. © MM

Pour les plus démunis, Ludivine et Dorian compilent les reliquats de coupons non épuisés, 2 euros par-ci, 30 centimes par-là, pour un « Bayonne-Paris » à l'arrivée. Seule règle d'or ? « *On ne prend jamais de billets transfrontaliers* », martèle la jeune femme, 29 ans, consciente que l'aide au franchissement d'une frontière reste un délit.

Seules l'aide « à la circulation » et l'aide « au séjour » de « sans-papiers » sont exonérées de sanctions depuis une décision du Conseil constitutionnel de juillet dernier, à condition qu'elles soient apportées « sans contrepartie » et « dans un but exclusivement humanitaire ». « *Ici, on met cette décision en œuvre strictement, mais pleinement* », résume Maité, la présidente de Diakité, ravie « d'arriver après ».

Bien malgré eux, des bénévoles du pôle transports se retrouvent tout de même au téléphone avec des passeurs installés en Espagne et censés avoir vendu des « packs » complets pour la capitale, parfois bidons. « *Ils peuvent vendre le même billet Bayonne-Paris à plusieurs migrants en le photocopiant* », se désole Dorian. Lui s'efforce surtout d'éviter les contrôles de police à « ses » passagers : « *En cas d'escale, je leur conseille de ne pas rester en gare, là où passent les patrouilles, d'aller plutôt se balader ou se poser au café.* »

À bord, sinon, les choses se passent étrangement bien : « *Y a peu de contrôles vu la somme de bus qui partent...* », se félicite le jeune homme. Plusieurs arrestations ont tout de même eu lieu ces dernières semaines, surtout sur la ligne en direction de Toulouse, moins sur la route de Paris. À une grosse exception

près : 19 migrants ont été interpellés dans un bus à hauteur des Landes et se retrouvent visés par des « obligations de quitter le territoire » (à l'exception d'un mineur, pris en charge par le département). Dans l'attente de leur expulsion, ils sont supposés pointer au commissariat trois fois par semaine.

À vrai dire, c'est plutôt contre des contrôles « sauvages » opérés par des chauffeurs que le maire a dû lutter. *« Certains de la compagnie FlixBus demandaient leurs papiers aux personnes de couleur noire, s'indigne Jean-René Etchegaray. Or, ils n'ont pas le droit de faire des contrôles d'identité ! Et pour moi, c'est de la discrimination raciale. »*

Un soir de novembre, l'édile centriste a fait barrage de son corps pour bloquer un départ et protester contre l'attitude du chauffeur, jusqu'à déposer plainte. *« J'ai reçu depuis une lettre d'excuses de FlixBus »,* se félicite le maire, dans laquelle la société fait profil bas : *« Il n'y a aucune consigne [...] pour procéder à des contrôles de documents d'identité, qui plus est discriminants »,* se rattrape le gérant.

Les vérifications ont d'ailleurs cessé. Mais FlixBus se dit bien embarrassée : *« Il a été formellement reproché aux conducteurs [par la gendarmerie de votre région] de ne pas veiller plus strictement aux personnes qui peuvent embarquer. Nous nous retrouvons donc [...] pris "entre le marteau et l'enclume". »* Au pôle transports, les bénévoles ont toutefois du mal à plaindre ces compagnies, dont le chiffre d'affaires local doit exploser.

À cet instant, Bouba passe une tête. Ce Malien veut filer au plus vite au Luxembourg. *« Je n'ai pas le droit, lui explique Ludivine. Mais je peux t'acheter un billet jusque Metz. »* Tope là. L'un des « amis » de galère de Bouba paiera le trajet : *« Son père, qui commerce avec Dubaï, vient de lui faire un Western Union. Sa famille est riche, son oncle vit à Paris depuis 34 ans... »* Que vient-il faire en France alors ? *« Il voit ses amis sur Facebook et l'Afrique, c'est la merde »,* tranche Bouba.

Lui, à 19 ans, affiche un parcours digne des Enfers de Dante, cumulant les tortures en Libye et les violences en Algérie et au Maroc, petit bouchon

dérivant depuis cinq ans au gré des « opportunités » que lui laissent – ou non – les politiques menées par l'UE en Méditerranée et dans les pays du Maghreb, où elle « externalise » le contrôle de ses frontières.

Parti de Gao, au Mali, en 2013, remonté vers Tripoli (Libye) en travaillant comme journalier, Bouba s'est d'abord retrouvé à Sabratah, alors « capitale » des Zodiac et du trafic d'êtres humains, où les migrants sont enfermés, torturés, filmés pour que les familles envoient l'argent – le prix d'une place sur un boudin pneumatique. Mais *« les Asma Boys »,* une bande qui vend ses sévices aux plus offrants, *« nous ont rattrapés dans l'eau, poursuit Bouba. Et nous ont remis en prison. Là, ils violent les femmes, ils nous torturent. Y a des pédés [sic] qui prennent les Noirs pour te baiser. »* Toi ? *« Oui, on m'a attaché. »*

À Pausa, les soignants bénévoles reçoivent peu de témoignages directs mais distribuent des pommades pour des douleurs à l'anus et des « hémorroïdes ».

« Pour attaquer la barrière, on met les mineurs devant »

« Revendu à un Arabe » contre un quota d'heures de travail dans une plantation, Bouba s'est exécuté des mois durant, avant de se faire conduire à la frontière algérienne. *« Je ne voulais plus des Zodiac alors j'ai contourné, résume-t-il. En Algérie, tu peux travailler sur les chantiers. Mais quand la police débarque pour des refoulements au désert, des gens sautent de l'échafaudage pour s'échapper. J'en ai vu mourir du 4^e ou du 5^e étage. »*

Étape suivante : la frontière avec le Maroc. Ces dernières années, les deux pays rivaux se sont lancés dans une surenchère de murs en béton, grillages et tranchées. *« J'ai passé la barrière à Maghnia, se souvient Bouba, la mémoire vivace. Faut ramper puis se lancer tous en même temps. Quand ils t'attrapent,*

ils te frappent. J'ai aussi été mordu par un chien, mais après ils te remettent juste à la rue. » Alors à la quatrième tentative, il pénètre au royaume chérifien.



Infirmiers et médecins de Bayonne se portent volontaires pour soigner les arrivants. © MM

Son récit ressemble ensuite à celui de Fatoumata, cette fois dans une « forêt », près de Ceuta. Pour « *attaquer la barrière* » ultrasécurisée qui protège cette enclave espagnole, Bouba s'est joint « à 800 ou 1 000 personnes » : « *On met les mineurs devant [il l'était à l'époque – ndlr] parce qu'on fait un peu pitié, c'est nous qui enfonçons les militaires.* » Ces derniers « *ne tirent pas à l'arme à feu* », se félicite Bouba en montrant une « *cicatrice de barbelés* » au creux de sa main. « *Une fois passé, tu cries ta joie et tu vas à la Croix-Rouge ; tu restes six ou sept mois, puis un grand bateau vient te prendre.* »

L'idée du Luxembourg lui est venue comme un Eurêka. « *Je veux faire l'asile là-bas parce qu'en France, c'est pas facile, non ?* » En 2017, en effet, l'office français chargé d'accorder le statut de réfugié (l'Ofpra) a tamponné seulement 255 dossiers de Maliens, soit 16 % des demandes (avant leur examen en appel). Pour les Guinéens, nombreux aussi à Bayonne, le « *taux de protection* » ne dépassait guère 21 %.

C'est bien le drame, à Pausa. Le toit et le couvert sont assurés quelques jours, le transit facilité, mais l'équipe sait bien le sort qui attend la majorité des migrants adultes à la descente du prochain bus : tout sauf le statut de réfugié. Parce qu'ils sont entrés dans l'UE *via* l'Espagne, Madrid se retrouve responsable de leur demande d'asile, selon le règlement européen dit de Dublin.

Si leurs empreintes ont bien été enregistrées en Espagne, leur nom fera tilt dans le fichier Eurodac dès qu'ils se présenteront à une préfecture ou

seront interpellés dans l'Hexagone, avec un ordre de « *transfert* » signé du préfet à la clef – qui met parfois du temps à arriver. S'il met plus de six mois, coup de chance : le demandeur d'asile « *dubliné* » peut exiger que la France examine son dossier, avec les statistiques évoquées plus haut pour les ressortissants d'Afrique de l'Ouest...

Pour nous parler, Mansour Ndongo fait glisser son masque d'infirmier sur son cou. Ce bénévole de 38 ans, de mère française et de père sénégalais, pense quitter Pausa à la fin du mois. Par moments, il a l'impression de « *passer le bébé avec l'eau du bain aux villes d'à côté. C'est un peu la tradition française : on repousse, on repousse... On fait partie d'un grand jeu de dominos.* »

Ici, il fait surtout de « *la bobologie* », envoie si nécessaire à l'hôpital, relève « *des troubles psys parfois assimilables aux troubles post-traumatiques des soldats* ». Mansour croise aussi des « *addictions, à la colle, aux exfoliants, à la cocaïne* », et se demande si le point de trafic, d'habitude en bas de chez lui, ne s'est pas rapproché... « *Il faudrait réfléchir : qu'est-ce qu'on fait après l'humanitaire ?* »

« *C'est très bien l'humanitaire, c'est indispensable, abonde un doctorant en droit public militant de la Cimade, Francisco Sánchez Rodríguez, qui a participé cet automne aux premières maraudes dans les rues de Bayonne, contribué à la création du collectif Diakité, et prend désormais un peu de recul. Mais envoyer ces personnes à Paris alors qu'on sait qu'elles dorment sous les ponts... Il faudrait développer une prise en charge administrative ici, un accompagnement plus proactif vers la demande d'asile, etc.* »

À Pausa, certains objectent : « *C'est difficile d'inciter les gens à rester. À Bayonne, ils ne trouveront pas de travail, ou ne tiendront jamais cinq ans sans se faire pincer [le temps nécessaire à une régularisation exceptionnelle au titre du travail – ndlr].* »

« *Je n'ai pas de solution, soupire Jean-René Etchegaray. Moi, je veux bien que toute la France se partage les migrants, mais ce n'est pas le maire de Bayonne qui va en décider !* » Au fond, la présidente de Diakité l'admet volontiers : « *[À Pausa], on a la*

partie facile du travail, comparé à Calais ou Paris. Et ça ne me satisfait pas complètement. Mais face à l'urgence, on prend déjà ce que nous donnent les pouvoirs publics, on pousse les murs, on pousse un peu plus à chaque fois... On n'a pas encore eu le temps de penser un accueil plus global. »

Elle aimerait. D'autant qu'à titre personnel, sans présager des opinions des 350 bénévoles composant Diakité, Maité ne croit « pas à la dichotomie entre "réfugiés politiques" [éligibles à l'asile – ndlr] d'un côté, "migrants économiques" [voués à l'expulsion – ndlr] de l'autre. La Guinée n'est certes pas une dictature façon Corée du Nord, mais ses ressortissants sont bien des réfugiés de la présence française en Afrique, de la corruption par nos entreprises, etc. »



Maité Etcheverry (à gauche), étudiante en droit et présidente du collectif Diakité. © MM

Épaulés par des avocats spécialisés, les plus militants réfléchissent déjà aux batailles à engager, s'inspirant des guérillas menées à la frontière italienne, à Menton ou dans la vallée de la Roya. Il semble qu'à Hendaye, en face d'Irun, sur la rive française du fleuve, les procédures dites de « non-admission » ne soient pas toujours respectées, par exemple.

Autorisées par exception dans l'espace Schengen de libre circulation, celles-ci permettent aux forces de l'ordre, dès lors qu'elles repèrent des migrants dans une bande de 10 kilomètres le long de la frontière, de les ramener à leurs collègues de la PAF, habilités à les remettre *illico* à leurs homologues espagnols sans guère de formalité, après la signature d'un simple « refus d'entrée ».

À Hendaye, il suffit de se poster sur le pont de Béhobie, qui traverse le fleuve, pour constater des « originalités ». D'abord, comme les Espagnols, lassés du manège, ne se donnent plus la peine de décrocher le téléphone et de venir récupérer les migrants, les

fonctionnaires de la PAF se contentent de déposer leurs prises au milieu du pont – et les migrants retentent leur chance une heure plus tard.

Cette nuit-là, deux grandes gigues, des Maliens dépités, nous montrent les « refus d'entrée » dont ils viennent d'écooper. Une case en particulier est cochée : « *Je veux repartir le plus rapidement possible.* » Les deux exilés n'avaient même pas remarqué : « *C'est les policiers qui ont coché* », nous répondent-ils.

Plus étonnant encore : les hommes qui viennent de les déposer sous nos yeux sont des CRS, non des agents de la PAF. Ils n'avaient donc pas le droit de le faire. « *C'est impossible*, nous assure la préfecture des Pyrénées-Atlantiques. *Le prononcé du refus d'entrée, c'est par la PAF.* » On ne saurait mieux dire.

« *Il y a une bataille à mener pour contester certaines "non-admissions", c'est une piste à explorer* », confirme Hélène Ducarre, de la Cimade. « *Paris nous le dit : "Récupérez des refus d'entrée, des chiffres, des témoignages !" Pour l'instant, on n'a pas eu le temps, mea culpa !* » Avec des juristes, elle voudrait surtout enrayer la « machine Dublin ». « *On cherche comment attaquer les décisions préfectorales de transfert vers l'Espagne* », insiste Hélène Ducarre.

Récemment, plusieurs renvois vers l'Italie ont été annulés par la justice administrative au motif que les migrants concernés ne pourraient voir leur demande d'asile examinée correctement dans le pays de Matteo Salvini. « *Mais à ce stade, pour l'Espagne [pays socialiste – ndlr], toutes nos tentatives ont échoué.* »

Dans l'urgence, les forces militantes semblent surtout absorbées sur le front des mineurs dits « non accompagnés » (MNA dans le jargon), que le département a théoriquement l'obligation de protéger, une fois leur âge confirmé. Comme à peu près partout en France, les évaluations menées pour vérifier leur âge (déléguées à des associations) sont contestées, une bonne part aboutissant à des rejets pour « fausse minorité ».

Deux Guinéens, passés par l'Algérie et le Maroc, déclarant 16 ans, viennent même d'être poursuivis pour « faux » et « usage de faux », placés plusieurs

jours en détention provisoire à Bayonne, avant que le tribunal correctionnel (pour adultes) se déclare incompétent pour juger (« *en application du principe de présomption de minorité* »), et que l'un des jeunes réussisse à faire reconnaître son âge au bout du compte. Le second a depuis saisi le juge des enfants (*Mediapart y reviendra*).

Vu le risque, le dilemme est flagrant pour les équipes de Pausa : faut-il encourager les mineurs, qui disent le plus souvent vouloir rejoindre Paris, à se soumettre à « l'évaluation » ici ?

« *On fait un pré-tri* », assume Maité. Il y a quelques jours, les militants ont connu un raté : alors que les évaluateurs du département venaient spécialement à Bayonne pour des entretiens en urgence, la Cimade avait dressé une *short-list* des jeunes à leur adresser. Une liste, en creux, de ceux à ne surtout pas envoyer. L'info s'est perdue en route et une petite dizaine ont été déclarés majeurs..., qui vont bien sûr contester la décision devant le juge des enfants.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, comme dans les Landes voisines, c'est pour eux, les MNA, que les bénévoles se sacrifient le plus. Grâce au collectif Etorkinekin, une quarantaine de mineurs ou jeunes majeurs seraient ainsi hébergés dans l'attente d'une réponse des autorités, jusque dans les plus petits

villages, en faisant jouer parfois d'anciens réseaux indépendantistes basques, à l'ancienne, sans se parler au téléphone.

Marie Cosnay en fait partie. Ce jour-là, attablée dans sa maison, l'écrivaine (*qui tient un blog dans le Club de Mediapart*) narre l'histoire à peine incroyable d'une adolescente passée par le Pays basque, vite repartie en bus, mais visiblement très perdue : « *Elle a rappelé un jour, paniquée, sans même savoir où elle se trouvait. On a tracé son téléphone, on l'a géolocalisée à Ixelles, en Belgique, dans telle rue. Mon fils avait une copine pas loin qui s'est rendue sur place crier son nom, jusqu'à la retrouver.* »

La jeune fille est aujourd'hui mineure reconnue en Belgique. Après avoir tenté Paris, un autre MNA, lui, est revenu dans les Pyrénées-Atlantiques, écoeuré. C'est lui qui a donné son nom au collectif de Pausa : Diakité. À 16 ans déclarés, il attend désormais une décision d'un juge des enfants de Bayonne sur sa minorité. Attablé sur une place du centre-ville, il reprend déjà un peu vie : « *Je recommence l'école lundi.* »

Boîte noire

Ce reportage a été réalisé du 3 au 5 décembre. Les prénoms suivis d'un astérisque* ont été modifiés à la demande des intéressés.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.